

## Sommaire :

Editorial

### **Politique :**

Des poids et mesures ou de l'unification des jugements.....page 2

Le droit de vote des étrangers : les socialistes contre la Nation.....page 3

### **Economie :**

Agences d'Etat et bureaucratie morbide.....page 4

### **Ecologie :**

Une conférence environnementale décevante.....page 5

### **Histoire :**

Points de vue bretons sur la révolution en 1789-90.....page 6

### **Social :**

La morale laïque, un oxymore qui en dit long.....page 7

## La France à la dérive...

Pendant les quelques mois de l'affligeante campagne électorale, tel Siegfried réveillant sa Brunhilde, Hollande voulait sortir la France des tréfonds du Sarkozysme pour lui redonner son éclat. Si la rhétorique politicienne devait encore faire son effet il y a 4 mois, l'évidence fait aujourd'hui face, avec cruauté et réalisme : la France est aujourd'hui à la dérive, sans rien ni personne au gouvernail. Et le peuple français commence à en prendre conscience.

Tant que l'hypo-président pouvait cacher son impotence derrière le frêle voile de l'anti-sarkozysme, la *doxa vulgus* n'y voyait que du feu. Logique : comme un os donné au chien affamé, l'anti-sarkozysme servi de muselière temporaire à un peuple impatient et vindicatif. Mais cette technique ne pouvait réellement servir d'axiome politique quinquennal... Surtout quand les socialistes commencent à l'abandonner.

Ainsi, alors qu'ils vilipendaient avec force l'outrageant Sarkozy qui offrait la France aux puissances étrangères,

Hollande et ses ministres socialistes commencent à accepter les investissements qataris dans les banlieues et font voter le traité budgétaire européen préparé sous l'ère sarkozyste, en lui adjoignant un peu crédible volet croissance, histoire que la mascarade dure encore un temps.

Mais l'illusion ne tient guère plus. L'incompétence économique ne cesse de se faire voir, notamment face aux délocalisations (PSA) et aux plans de licenciements (Sanofi), tout comme les revers financiers (abandon de la taxe de 75%) et politiques (on ne compte plus les anciens condamnés élevés au rang de ministres). Multiplier les commissions et les missions ne servira évidemment à rien : la France a besoin d'un cap politique, économique et social sérieux pour pouvoir réellement sortir de l'actuelle crise systémique. Les français commencent à en prendre conscience : à nous, royalistes, de sortir de notre torpeur pour montrer à nos concitoyens la seule voie pérenne pour l'avenir français, la voie royale.

# Des poids et mesure ou de l'unification des jugements.

Par Paul de Millières

Parmi les bienfaits que la grande Révolution a apportés à la France, l'unification des poids et mesures a fait faire un grand pas à la notion d'égalité des territoires et des individus. En effet, ce qui mesurait une toise ici et une coudée là, soumis à l'arbitraire de la coutume, n'était plus tolérable. Ce n'est pas à l'Etat de se soumettre à de quelconques particularismes mais à chaque particulier de se soumettre à l'Etat. La république actuelle, héritière de la Révolution ainsi qu'elle le revendique a su étendre ce principe à de nombreux domaines de la vie quotidienne. Parmi les droits fondamentaux dont nous disposons encore aujourd'hui, on peut souligner la liberté d'expression qui était aussi chère à Chateaubriand que la monarchie légitime. La Liberté d'expression permet à qui le veut d'exprimer librement son opinion sur quelque idée que ce soit sans en être inquiété par les autorités. Dans les exemples récents et même s'il paraît que le temps passe de plus en plus vite, ce qui s'est passé il y a un ou deux ans reste tout de même récent, c'est au nom de la liberté d'expression qu'a été exposé le *Piss Christ*, qu'ont été joués la pièce de Castelucci : *Sur le concept du visage du Christ* et le fameux *Golgotha pic nic* dont des extraits seront sans doute bientôt présentés à l'oral de l'épreuve anticipée de français par quelques professeurs de lettres désireux de montrer ce dont est capable l'audace de la littérature contemporaine et le spectacle vivant au lieu de se pencher sur le spectacle mort et la littérature obsolète.

C'est au nom du même droit d'expression heureusement garanti par nos bienfaitantes lois que des gens qui se sont senti outragés par ces œuvres et spectacles, ont pu manifester leur désapprobation à leur endroit. On eut hélas alors à déplorer de bien tristes dérapages mettant en lumière que ceux qui ne veulent pas que l'on touche à l'image du Christ en le plongeant dans l'urine ou en maculant l'image de son visage de peinture figurant des excréments sont extrémistes : certains ont lancé de l'huile de vidange sur des spectateurs et d'autres ont voulu interrompre une représentation.

Honte à eux. Leurs coreligionnaires n'ont fait que prier jour après jour et sans succès vu que ces spectacles subventionnés par l'Etat, c'est à dire par les impôts des citoyens, ci-devant se croyant offensés, devaient bien accomplir leur œuvre jusqu'au bout. Heureusement que le directeur du théâtre de la Ville a pu expliquer que ces gens qui se disaient chrétiens n'avaient rien compris aux spectacles en question et que s'ils les avaient vus ils se seraient rendu compte qu'il transmettaient mieux le message du Christ que les chrétiens eux-mêmes.

Il a été diffusé sur internet depuis des mois et des mois des fragments d'un film assez mal tourné et assez mal joué qui dit des choses pas très sympathiques sur une religion née au septième siècle et qui fait beaucoup parler d'elle ces temps-ci. Ce film laisse entendre que la religion en question porte en elle le germe de la violence. Pour protester contre cette injure qui leur est faite les adeptes de la dite religion ont tenu à protester en tuant l'ambassadeur des Etats-Unis présent dans l'un des pays où cette religion est pratiquée. Il y a eu par la suite les jours qui ont suivi de nombreuses manifestations diverses et variées avec des actes de violence divers et variés. Au nom de la liberté d'expression un cinéaste a bien le droit de tourner un film assez mauvais. Au nom de la liberté d'expression des adeptes d'une religion ont bien le droit d'assassiner un ambassadeur.

Il y a des faits et il y a la façon dont la presse les relaie. Que n'a-t-on pas dit sur les deux pauvres égarés et leur huile de vidange que n'a-t-on pas dit sur ces manifestants hivernaux qui chantaient des Ave Maria dans la nuit d'automne ? Mais tendez l'oreille et écoutez tout le mal qu'on dit de l'auteur du film incriminé aujourd'hui. C'est lui le méchant, lui le dangereux intégriste. C'est normal qu'il y ait des réactions violentes : il a laissé diffuser gratuitement qui plus est, sans subvention des gens insultés, des images qui dénaturent la personne et le message du prophète. Qui sème le vent...

Est-on bien sûr qu'en 2012 en République française un kilo de plume d'inconséquence vaille un kilo de plomb d'hypocrisie ?

Paul de Millières

## Le droit de vote pour les étrangers : les socialistes contre la nation

Si la récente campagne présidentielle s'était momentanément cristallisée autour du droit de vote des étrangers aux élections locales, les premiers mois du quinquennat Hollande-Ayrault semblent avoir quelque peu délaissé ce point, au grand dam des 75 députés qui viennent de signer un appel dans le Monde sous le titre éloquent : « *Le droit de vote des étrangers aux élections, c'est maintenant* ».



La manie du « *c'est maintenant* » devant préposer le lecteur à une irascibilité certaine, les propos tenus par les parlementaires ne feront à l'évidence qu'accroître ce sentiment de colère et d'indignation. Ainsi, la phrase la plus représentative de cette pitoyable logorrhée résume à elle seule la bienpensance dégoulinante qui en ressort : « *François Hollande a mis en avant, tout au long de sa campagne, une conception de la citoyenneté ouverte, digne héritière de la Révolution française et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, sans qu'un lien entre citoyenneté et nationalité soit indispensable.* » Les brosses à reluire sont à l'évidence de sortie...

La récurrence et l'amplification de ce thème politique, jointes à la faible voix de l'opposition, accentuent véritablement le sentiment d'isolement des citoyens français ayant encore un peu de bon sens : fallacieux sondages et manipulations d'opinions à l'appui, le pays légal ne cesse de multiplier les coups bas et les mensonges pour faire entendre raison au peuple réel, la solitude politique devant irrémédiablement mener les indécis et « *la masse silencieuse* » à un consentement, actif ou passif, à cette nouvelle lubie socialiste.

Pourtant, la question du droit de vote est la plus représentative démonstration de l'exécration de nos actuels gouvernants pour le principe de nationalité. Ressortant l'inépuisable épouvantail extrémiste, frôlant avec envie les points *Godwin* et les *Reductio ad Hitlerum*, ils useront de toutes les fourberies possibles pour démolir tout principe unificateur et fédérateur, appliquant avec méthode leur plan de pulvérisation individualiste forcené...

Pourquoi ? René de la Tour du Pin donnait déjà la réponse dans ses Aphorismes de Politique Sociale : « *Ce n'est pas par son idéal, si difficile à réaliser qu'il soit, que le socialisme prête à la critique, mais par la condition pour l'atteindre qu'il exige préalablement : à savoir la destruction de toute organisation sociale préexistante. Nation, corporation, famille société quelconque en un mot, rien de tout cela ne peut se prêter à une individualisation telle qu'on l'exige pour reconstruire sur ce sable l'édifice socialiste.* »

La Nation est, pour reprendre l'expression d'Ernest Renan, « *la conscience morale* » du peuple, le principe unificateur des citoyens et la base même de toute expression de citoyenneté, du « *vivre-ensemble* ». Comme disait encore Renan : « *Une nation est une grande solidarité constituée par le sentiment des sacrifices que l'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours* ».

Séparer citoyenneté et nationalité, c'est ôter tout principe fédérateur à la citoyenneté. Que les socialistes s'en souviennent quand ils foulent aux pieds notre Nation...

## Agences d'Etat et bureaucratie morbide...

L'économiste méconnu Georges Elgozy écrivait dans son ouvrage l'Esprit des mots ou l'antidictionnaire cette admirable citation : « *Bureaucratie : Mille-pattes à mille têtes dont ni pattes ni têtes ne fonctionnent d'une manière synchrone ; lorsqu'elles fonctionnent* ». Admirable, car en ces quelques termes bien choisis, l'auteur dépasse le temps et les contextes sociaux-économiques pour saisir l'ineptie bureaucratique dans sa quintessence, ne laissant aucun doute ni soupçon sur sa réalité morbide pour tout système politique.



Ainsi, à l'heure où les médias nationaux commencent à relayer le fameux rapport de l'Inspection Générale des Finances sur « *les Agences d'Etat* », cette citation peut-elle éclairer la conclusion du rapport : « *La plupart des agences ont été créées de façon ponctuelle, sans cohérence d'ensemble et sans réflexion systématique sur leurs conséquences pour le reste de la fonction publique* ». En clair, la France, en pleine crise économique, redécouvre avec horreur et damnation les dramatiques conséquences d'une bureaucratie titanesque, ces « *myriades d'agences d'Etat* » qui n'eurent de cesse de se multiplier depuis plusieurs décennies.

La coupe semble inéluctable, tant le poids de la branche est élevé : 1 244 agences liées directement à l'Etat, 50 milliards d'euros de coûts pour près de 450 000 emplois en 2012, chiffres renforcés de plus de 6% sous le quinquennat Sarkozy. En ces temps de famine budgétaire, le gouvernement Hollande-Ayrault aura à cœur d'user de son sécateur économique pour en tirer quelques bénéfices momentanés, faisant ainsi taire au passage les nombreux et véhéments reproches qui pullulent littéralement dans la presse française.

Mais évidemment, cisailer le rameau ne l'empêchera pas de repousser : la Bureaucratie, telle qu'elle apparaît ici, est intrinsèquement liée au système politique républicain. Concrétisations administratives de la vision politique à court terme de la république, ces agences d'Etat ne furent conçues à la base que comme des réponses démagogiques et temporaires aux revendications les plus diverses. C'est bien là le fond du problème : couper dans le gras, diminuer les subventions ou regrouper quelques agences ne dénouera nullement l'actuel nœud administratif, mais aura pour unique conséquence l'envoi aux ASSÉDIC de dizaines de milliers de français.

Face à ce problème, les gouvernants républicains agissent en hommes politiques : il faut aujourd'hui penser en hommes d'Etat. A l'évidence, l'actuel enchevêtrement administratif des agences d'Etat ne se résolvera que par la mise en place d'une vision politique à long terme, d'une décentralisation profonde des institutions et surtout, par l'inaltérable volonté gouvernementale de libérer la France de l'actuelle emprise étatique et bureaucratique. Volonté que seul un Roi peut légitimement porter.

## Une conférence environnementale décevante par Jean Philippe Chauvin

La Conférence environnementale des jours derniers n'a pas servi à grand-chose, si ce n'est à étaler une bonne conscience soi-disant écologiste sans trop de risque et à remplir de quelques grands mots le vide de la pensée gouvernementale sur le sujet... Alors que cette conférence aurait pu être l'occasion de quelques réflexions nouvelles et de l'annonce, avant une véritable mise en pratique de projets environnementaux, d'une stratégie environnementale sur le long terme, elle n'a été qu'un « soufflé médiatique » déjà retombé et sur laquelle même la grande presse ne s'est pas attardée !



Quel dommage et, surtout, quelle inconscience de la part de cette République qui ne vit plus que pour ses prébendes et oublie ses devoirs d'aujourd'hui et d'avenir ! Car il y a urgence, et le gouvernement n'a même pas dressé un bilan de la précédente initiative dans le domaine de la concertation écologique, c'est-à-dire du Grenelle de l'environnement qui a eu lieu au début de la présidence Sarkozy : pourtant, certaines mesures qui y avaient été annoncées pouvaient être fort intéressantes, même si leur réalisation ne fut pas à la hauteur des espérances, loin de là !

L'idée d'un moratoire sur la construction des autoroutes, par exemple, n'était pas inutile, tout comme la proposition d'augmenter le nombre d'exploitations agricoles et d'hectares dédiés à l'agriculture biologique : cette dernière est d'ailleurs un vieux combat des royalistes, qui furent nombreux à s'investir dans ce domaine bien avant la mode récente du bio dont il faut souhaiter qu'elle ne soit pas que cela mais qu'elle ouvre sur la pérennisation des bons comportements agricoles comme alimentaires...

Quand on lit les (rares) articles sur cette conférence, on se rend compte que ce n'est qu'un catalogue de bonnes intentions (et encore, elles semblent plutôt limitées au regard des enjeux !) et d'annonces même pas sérieusement chiffrées ni financées ! De quoi désespérer !

Pas d'évocation des énergies marines ni des algocarburants qui pourraient pourtant à la fois résoudre la question énergétique et limiter les pollutions liées à la production et la consommation des hydrocarbures ; pas de plan concret contre l'artificialisation des terres, pourtant de plus en plus préoccupante ; pas de moratoire sur la construction des infrastructures aéroportuaires et autoroutières dont on connaît pourtant l'impact sur l'environnement (impact territorial comme impact atmosphérique et sanitaire...) ; pas de réflexion sur le nécessaire aménagement du territoire pour revitaliser nos campagnes et leur rendre vie sociale et équilibres environnementaux ; etc. On comprend que les ONG environnementales soient fort insatisfaites de cette conférence déjà oubliée (quand elle n'a pas été purement et simplement ignorée) par l'Opinion publique !

Toute politique environnementale digne de ce nom nécessite de s'enraciner dans le temps et de se dégager de la seule immédiateté, de ce présentisme qui stérilise toutes les bonnes initiatives ; elle nécessite aussi une véritable volonté politique et la mise en place d'une stratégie. Avec le gouvernement socialiste, rien de tout cela ! Mais, cela était-il mieux avec le gouvernement sarkoziste ? Pas plus !

Cela fait plus de trente ans que j'entends les mêmes discours gouvernementaux sur un thème qui n'intéresse guère nos hommes politiques, à quelques heureuses exceptions près. Plus de trente ans de discours et quelques rares progrès qu'il ne faut pas méconnaître mais qui restent encore trop limités pour être suffisants. Pourtant, la dégradation de notre environnement s'accélère et les dérèglements climatiques, liés au mode de développement de nos sociétés de consommation, ont des conséquences de plus en plus visibles et de plus en plus nuisibles...

Visionnaires, alors que certains de leurs compatriotes comme Le Chapelier ou Defermon des Chapellières se montraient plus maçons, et pas francs, que Bretons, bien des Bretons furent lucides voire visionnaires sur cette Révolution que les Français aiment tant et qui leur a fait tant de mal. Leurs écrits en disent long sur ce que fut vraiment la Révolution, loin de la légende dorée qu'en dressent les Jacobins.



### **Le cadre : une ville amoralisée et irréfléchie**

La Révolution Française, œuvre anti-morale et anti-historique, ne pouvait n'être née qu'à Paris, la Babylone des temps modernes dont une Bretonne, l'épouse de Jacques Defermon des Chapellières, député Breton du Tiers-Etat, trace avec concision le portrait. Celle-ci restera toujours plus terre à terre et attachée à la Bretagne, puis à la chouannerie que son mari. Sous sa protection, Jean Terrien, principal métayer des Defermon, transformera Gâtine en fief de la chouannerie dans le pays de la Mée, aux confins de la Mayenne, de l'Anjou, des pays de Nantes et de Rennes. Elle écrit donc, dans une lettre vers la Bretagne, au sujet de Paris, « *un pays où l'égoïsme et le plaisir sont le seul Dieu qu'on adore, où la religion est si fort oubliée que le seul nom fait rire les hommes et fait aux femmes la plus grande peur* ». Plus loin, elle ajoute que la capitale parisienne est « *un pays où il est presque de bon ton de ne pas savoir penser* », ce qui en dit long sur l'état d'esprit des principaux fabricants de la Révolution, ces bourgeois en quête de revanche sociale et des miséreux lubriques parisiens.

Lubricité qu'on trouve au cœur de la manifestation des femmes du peuple à Versailles, relatée par Châteaubriand : « *D'abord parurent des canons, sur lesquels des harpies, des laronnesses montées à califourchon tenaient les propos les plus obscènes. Puis au milieu d'une horde de tous âges et de tous sexes, marchaient à pied les gardes du corps (...)*

*chacun de leurs chevaux portait deux ou trois poissardes, sales bacchantes ivres et débraillées. Des chiffonniers en lambeaux, des bouchers, tablier sanglant aux cuisses, couteaux nus à la ceinture, manches de chemises retroussées, cheminaient. »*

Cette misère morale ne pouvait que ressortir dans les aspirations des Révolutionnaires, comme s'en est très vite rendu compte le paysan nommé Père Gérard, Michel Gérard (1735-1815) cultivateur à Tuel en Montgermont qui dépose le 27 avril 1790 une motion très critique sur les avancées Révolutionnaires, que bien des auteurs jacobins ont tenté de faire passer pour une manipulation aristocratique, mais qui reflète en fait la sagesse et la lucidité du paysan Breton qu'il n'a jamais cessé d'être. Voici ce qu'est pour lui le résultat des travaux législatifs des Constituants : « *J'ai écrit à notre ménagère que je ne reviendrais pas de sitôt, que nous allons faire des finances, de la Constitution et de la justice. Au lieu de tout ça, nous nous sommes enfournés dans un galimatias des Droits de l'Homme où je ne comprends pas grand-chose, mais je sais bien que cela ne vaut rien. Depuis ce temps-là, on dit toujours qu'on va faire la Constitution, et je ne la connais pas encore. Tout ce tintamarre là nous a brouillés avec les seigneurs et les prêtres. Du train dont on y va, il ne peut rien nous en arriver de bon. Les marchands sont devenus des soldats, ils n'ont pas l'air trop contents, surtout à la fin des mois, parce qu'ils disent qu'ils ne voient plus d'argent* ». Alors il propose « *Qu'il faut laisser notre bon Roi absolument libre* » et « *lui rendre toute l'autorité due à sa place* » puis « *nous en aller chacun chez nous planter des fèves plutôt que de manger le fromage* ».

La fuite des capitaux va frapper la France de plein fouet avec l'émigration des nobles, et se continuer encore de pair avec la dépréciation des assignats. Le père Gérard, qui n'a évidemment pas été suivi, a été un visionnaire. La Révolution, qui a chamboulé l'ordre ancien et assassiné Français et surtout Bretons avec une sauvagerie encore plus grande, n'a rien apporté à la place que l'enrichissement de certains opportunistes et l'effondrement de la morale sociale et religieuse. La Révolution, qu'aiment tant certains jacobins, a jeté les fondations d'une France nouvelle et monolithique qui porte en elle les germes de la dictature et la honte cachée d'un génocide Britto-vendéen fondateur.

## La morale laïque, un oxymore qui en dit long....

Reprenant à profit une expression de l'ouvrage l'Education Morale d'Emile Durckheim, le nouveau ministre de l'Education Nationale, Vincent Peillon, a donc récemment décidé de lancer une mission d'étude sur un enseignement de « morale laïque » et ce, à partir de 2013. Le but, clairement affiché, est de « *permettre à chaque élève de s'émanciper, car le point de départ de la laïcité c'est le respect absolu de la liberté de conscience. Pour donner la liberté du choix, il faut être capable d'arracher l'élève à tous les déterminismes, familial, ethnique, social, intellectuel, pour après faire un choix* ». ».



Ainsi, deux principes fondamentaux sont associés dans cette mission éducative : la morale, prise dans sa conception déontologique kantienne, et la laïcité, dans la pure ligne droite de l'anticlérical Jules Ferry dont Vincent Peillon déclare « *penser, comme Jules Ferry, qu'il y a une morale commune, qu'elle s'impose à la diversité des confessions religieuses* ». L'association de ces deux termes, pourtant intrinsèquement opposés, met donc en exergue l'inpugnable volonté républicaine d'annihiler les dernières traces d'indépendance intellectuelle des jeunes générations françaises.

En premier lieu, la vision du principe moral ici présentée est héritée de la philosophie kantienne, et notamment de l'ouvrage Fondements de la métaphysique des mœurs, où l'auteur souligne que pour lui « *c'est le fait d'agir selon le devoir, ou plutôt par pur devoir qui rend l'attitude morale.* ».

La notion déontologique (du grec : devoir) de la morale est fondamentale : elle la distingue, pour les philosophes André Comte-Sponville ou Paul Ricoeur, de la notion d'éthique qui, elle, repose sur le sentiment et l'amour du prochain.

Il s'agit donc, par le biais du système éducatif étatique, de remplacer la famille dans son rôle éducatif afin de mieux contrôler les bases morales des jeunes générations, de pouvoir mieux inculquer aux jeunes français « *les devoirs et valeurs (!) de la république* ».

Ce remplacement est aisé par la puissance de l'Education Nationale, et surtout fort agréable pour un système politique en manque de légitimité : pouvoir imposer, sous la fallacieuse égide d'une morale étatique, les dérives intellectuelles de « philosophes » autoproclamés en tant qu'axiomes sociaux empêche littéralement toute contestation, toute opposition, celle-ci étant immédiatement clouée au pilori et affublée de l'inaltérable pancarte de l'amoralité...

En second lieu, vouloir enseigner une morale hors de toute influence religieuse reste proprement ineptique. Et Vincent Peillon le sait. Comme disait Châteaubriand : « *Ce n'est pas la religion qui découle de la morale, c'est la morale qui naît de la religion.* ». Or, comme l'a explicitement dit Vincent Peillon dans une interview, « *la laïcité reste la religion de la république* », ce qu'il corroborera par son livre majeur Une religion pour la république qui se faisait l'écho du livre la Foi Laïque de Ferdinand Buisson, franc-maçon notoire.

La laïcité, véritable religion de la république et fer de lance de la pensée franc-maçonne, deviendra clé de voûte de l'édifice social par cet enseignement moral, sa prééminence n'étant que renforcée par l'exclusivité éducative du Mammouth National.

Loin de poser de saines bases pour la mise en place d'une réelle indépendance intellectuelle des jeunes générations françaises, cet embrigadement républicain resserrera encore un peu plus les chaînes de la servitude intellectuelle, faisant ainsi taire toute esquisse d'opposition par l'amoralité qu'elle supposera.

En prônant donc « une morale laïque », Peillon dépasse la pensée de son prédécesseur non moins exécrationnable Ferry : à « l'enseignement laïque de la morale », c'est-à-dire l'enseignement sans références religieuses, le nouveau ministre de l'Éducation Nationale prône l'enseignement d'une morale basée sur une autre religion, celle de la république. Avec les intrinsèques dangers (malthusianisme, eugénisme, anti-patriotisme, etc...) qu'elle suppose.

**Citation :**

« La liberté n'existe pas sans morale, ni la morale sans foi. »

Alexis de Tocqueville

## Participez au développement de PRO !

Comme vous le savez, Prospectives Royalistes de l'Ouest est un journal gratuit, diffusé sur Internet et notamment par mails. Dès lors, nous ne vous demandons pas de soutien financier, mais bien de participer au développement de ce journal par quelques actions très simples :

- **Envoyez ce journal à vos amis** : très simple, il suffit de nous envoyer à cette adresse ([urbvm@hotmail.fr](mailto:urbvm@hotmail.fr)) les adresses de vos amis ou collègues pour qu'ils reçoivent gratuitement et sans engagement notre journal. C'est simple, gratuit et ça aide notre cause royale !

- **Imprimez ce journal et le laissez en évidence dans les endroits publics** : Un peu plus coûteux, mais qu'est-ce que quelques impressions de nos jours ? Diffusez nos idées royalistes, montrez la pertinence de notre pensée par ces quelques articles d'actualité !

- **Partagez le sur les réseaux sociaux** : on ne rappellera jamais assez la puissance des réseaux sociaux, surtout dans la diffusion d'idées "Politiquement Incorrectes" comme les nôtres. Et ce geste ne vous prend qu'une seconde, le temps de dire "j'aime"...

- **Amis webmasters, ce journal est vôtre** : reprenez les articles, diffusez les, partagez les, commentez les. La seule demande que nous vous adressons est de citer notre journal et de mettre en lien la page de téléchargement. Aidez nous à faire entendre la voix royaliste, à l'heure où notre belle Nation française se meurt sous les coups de butoirs de l'individualisme et l'arrivisme républicains.

Et pour que vive la France, Vive le Roi !